



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 389 du 22 juin 2025

Au sommaire :

- Les bombardements de l'Iran par les USA et Israël, un terrorisme barbare, une escalade vers la mondialisation de la guerre - *Yvan Lemaitre*
- La lutte des Kanak pour le droit à l'autodétermination contre la domination coloniale de la France, vers l'émancipation des peuples de Polynésie et d'Océanie - *Mónica Casanova*

Les bombardements de l'Iran par les USA et Israël, un terrorisme barbare, une escalade vers la mondialisation de la guerre

Les Etats-Unis ont bombardé dans la nuit de samedi à dimanche trois des principaux sites nucléaires iraniens. Trump s'est félicité d'avoir complètement détruit les capacités d'enrichissement avant de menacer l'Iran contre toutes « représailles » à l'encontre des Etats-Unis qui répondront « avec une force bien plus grande que ce qui a été observé ». Le tout au nom de dieu : « Je tiens à remercier tout le monde, et en particulier Dieu. Je veux simplement dire que nous t'aimons, Dieu, et que nous aimons notre grande armée. Protèges-les. Que Dieu bénisse le Moyen-Orient, que Dieu bénisse Israël et que Dieu bénisse l'Amérique. Merci beaucoup. Merci ». Pour affirmer cynique et martial, « L'Iran doit maintenant faire la paix », la paix par la force !

Netanyahou lui a adressé un message admiratif et obséquieux : « Votre décision audacieuse de viser les installations nucléaires de l'Iran avec la puissance impressionnante et juste des Etats-Unis changera l'histoire ». « Un tournant historique » dit-il, en fait un acte terroriste qui accélère la marche à la mondialisation de la guerre.

C'est la suite attendue de la déclaration de guerre d'Israël à l'Iran en lançant dans la nuit du 13 au 14 juin l'opération dénommée « Lion qui se lève », une nouvelle escalade dans la guerre sans fin dans laquelle s'est engagé Israël au nom de « son droit à se défendre », la guerre pour « écarter une menace pour le monde libre » selon les propos du président israélien, c'est à dire pour défendre les intérêts occidentaux.

Alors qu'Israël continue d'affamer et de massacrer les Palestiniens de Gaza, Netanyahou et son maître ont saisi l'opportunité de l'affaiblissement de l'Iran pour le soumettre afin de « redessiner la carte du Proche-Orient ».

« C'est le sale boulot qu'Israël fait pour nous tous », avait déclaré le chancelier allemand Merz alors que les

dirigeants du G7 avaient soutenu dans une déclaration commune le droit d'Israël à « se défendre » qualifiant l'Iran de « principale source d'instabilité et de terrorisme dans la région » tout en appelant hypocritement à « protéger les civils ». Vendredi, la rencontre entre diplomates français, britannique et allemand avec le ministre des affaires étrangères iranien prétendait faire entendre la partition européenne des faux semblants, des vœux pieux qui viennent au secours d'Israël dont Macron s'est fait le spécialiste. Et, après avoir feint de garder ses distances alors que l'armée américaine dépêchait une armada de 3 porte-avions au Moyen-Orient, Trump a affirmé que la seule issue possible était la « capitulation sans condition » de l'Iran. Il se préparait à engager plus directement les USA dans la guerre tout en laissant croire qu'il prenait son temps laissant Israël continuer « le sale boulot ».

La nuit dernière, Trump a accéléré la marche par un acte de terreur qui ne vise pas seulement l'Iran mais tous les pays du Moyen-Orient et de la planète, qui vise aussi le peuple américain sommé de se soumettre lui aussi.

Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, déclarait ce dimanche : « Les événements de ce matin sont scandaleux et auront des conséquences éternelles. [...] L'Iran se réserve toutes les options pour défendre sa souveraineté, ses intérêts et son peuple ».

La guerre déclarée par Israël et les USA représente un tournant majeur qui s'inscrit dans le basculement que connaît le monde sous la pression économique, commerciale et militaire de la première puissance mondiale et de leurs alliés pour défendre leur hégémonie au prix de dégâts collatéraux incalculables sur le Moyen-Orient et les rapports internationaux. Elle s'inscrit dans l'escalade militaire qu'Israël a engagée sur sept fronts : Gaza, le Liban, la Cisjordanie, l'Irak, l'Iran, le Yémen et la Syrie.

Loin de se limiter « à se défendre », elle met en œuvre des projets expansionnistes qui visent à faire de l'État sioniste une puissance régionale en elle-même incontournable. Cette politique expansionniste du Grand Israël n'est pas nouvelle, elle n'a pas pu avancer avec l'échec des accords d'Abraham de 2020, elle se réalise par le feu et le sang, par la force des armes quel qu'en soit le prix.

Ce faisant Netanyahu n'imposait rien au Pentagone qui était au courant de l'attaque préparée et planifiée bien en amont avec sa collaboration. Il n'est pas besoin de le démontrer. Les USA voient en Israël leur instrument pour imposer leur contrôle sur le pétrole même si leurs intérêts réciproques ne coïncident pas nécessairement ni les rythmes en fonction des préoccupations des USA en particulier vis à vis des dictatures arabes, de la Russie et de la Chine. Trump et Netanyahu marchent du même pas.

Même sur le plan de la politique intérieure, pour faire taire les contestations, les doutes voire la révolte. Netanyahu est condamné à la fuite en avant pour imposer l'union nationale contre l'Iran de même que Trump ne peut céder un pouce à ses propres opposants. Bien au contraire, cette guerre criminelle est pour lui un moyen d'accentuer sa propre marche à la dictature.

L'épouvantail nucléaire, les ambitions expansionnistes de l'État sioniste et le contrôle du Moyen Orient par les USA

Comme pour l'Irak en 2003 les armes de destruction massive étaient un mensonge d'État pour justifier la guerre, la question de l'arme nucléaire est un prétexte arrogant de la part des puissances nucléaires que sont Israël et les USA qui se s'arrogent le droit de déclarer la guerre à l'Iran au moment où se rouvraient les négociations.

Les religieux au pouvoir en Iran ont signé le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et accepté la surveillance de l'AIEA (Agence Internationale de l'Énergie Atomique) ce qu'Israël n'a jamais fait ! Et l'Iran n'était pas en position de fabriquer la bombe.

La Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN), lauréate du prix Nobel de la Paix, précise : « Israël est le seul État du Moyen-Orient à disposer d'un arsenal de près d'une centaine d'armes nucléaires. » Un programme développé grâce à la France. Dès les années 1950, Paris envoie plusieurs centaines de techniciens, livre un réacteur nucléaire de 24 mégawatts et entame les travaux en 1958.

Mais les États-Unis, première puissance nucléaire depuis Hiroshima et Nagasaki, Israël font la loi au mépris de toute convention ou du droit international, ils écrivent la loi en fonction de leurs propres intérêts et veulent la dicter au monde par la force.

En mai 2018, c'est Trump qui retire la signature des États-Unis du traité sur le nucléaire iranien signé trois ans auparavant, et qui avait été avalisé dans deux résolutions par le Conseil de sécurité des Nations unies. Dans la foulée, il intensifie les sanctions contre l'Iran frappant toute entre-

prise qui ferait affaire avec ce pays, qu'elle soit américaine ou non, interdisant de facto à Téhéran de vendre son pétrole et ses produits pétrochimiques.

La menace nucléaire vient justifier la stratégie de Netanyahu sur plusieurs fronts : l'invasion du Liban, les frappes aériennes contre l'Iran et l'occupation de plus de territoire en Syrie après le renversement de la dictature de Bachar el-Assad en décembre dernier. Cette offensive militaire a affaibli l'Iran créant les conditions de la guerre contre lui.

La logique militariste n'a pas de limite pas plus que la concurrence entre les USA et les grandes puissances ou entre les puissances mondiales et régionales.

Les Israéliens et les Iraniens sont en concurrence pour la domination dans la région. L'État sioniste, grâce à l'aide et au financement occidentaux, a pu se développer sur le plan économique, en partie grâce à des investissements dans la technologie et les industries militaires. Il n'est plus aussi dépendant de l'aide économique de l'Occident qu'auparavant et avance ses pions pour devenir la puissance régionale prépondérante au Moyen-Orient.

La domination américaine fragilisée ouvre le champ à la reconfiguration des rapports de forces régionaux

Tout au long du premier quart de ce siècle, la puissance américaine au Moyen-Orient s'est affaiblie. Toutes ses tentatives d'imposer son leadership au monde ont échoué transformées en déroute en particulier en Afghanistan et en Irak, déroutées de la « guerre contre le terrorisme », dans le même temps que la marche à la faillite du capitalisme financier mondialisé commençait avec la crise de 2008-2009.

Cela a ouvert la voie aux puissances régionales dont Israël et l'Iran, pour faire valoir davantage leurs intérêts économiques et diplomatiques dans le jeu des rivalités internationales. La Russie est le principal fournisseur d'armes de l'Iran et la Chine achète environ 80 % du pétrole iranien. Cette dernière a renforcé ses relations avec les États arabes et en est devenue un investisseur majeur.

Les rivalités entre Israël et l'Iran au Moyen-Orient reposent sur la dynamique et les contradictions d'un système mondial de concurrence entre États capitalistes dans lequel le pétrole occupe une place déterminante. En tant qu'exportateur net d'énergie, les États-Unis veulent contrôler le pétrole parce que la Chine dépend fortement du pétrole du Golfe. Ils veulent aussi éviter que les pays de l'Opep, dont l'Arabie saoudite, puissent mettre en échec les plans de Trump. « *Drill baby, drill* », le slogan de campagne de Trump ne veut plus rien dire si les cours du pétrole s'effondrent au profit de pays comme l'Arabie saoudite¹ qui, en fournissant une énergie bon marché, pourrait développer son industrie au détriment des USA et renforcer sa position régionale face à Israël.

1 <https://www.mediapart.fr/journal/international/050525/petrole-la-nouvelle-mue-de-l-opec>

Les vieilles puissances impérialistes occidentales, la menace nucléaire et le chaos mondialisé

Avec la guerre en cours en Ukraine, et les tensions le mois dernier dans le Cachemire, les guerres en Afrique, l'escalade d'Israël et des Etats-Unis contre l'Iran et les rivalités au cœur du Moyen Orient participent d'une évolution du capitalisme mondialisé vers le chaos de la mondialisation de guerres sans fin entre grandes puissances et puissances régionales, évolution dans laquelle la morgue militariste de l'occident est un facteur déterminant.

Loin de défendre la liberté, Israël veut étendre sa domination sur le Moyen-Orient face à une puissance régionale rivale.

Le régime des Mollahs est une théocratie sanglante, dictatoriale. La version islamiste du régime de Netanyahu, lequel est dirigé par l'extrême droite religieuse et raciste à la tête d'un Etat théocratique. La seule différence entre eux est historique, Israël a été fondé comme auxiliaire militaire des vieilles puissances impérialistes au service du maintien de l'ordre colonial puis impérialiste !

La nature du régime des Mollahs ne légitime en rien l'agression d'Israël et des USA. La question ne se pose pas en fonction du droit international qu'Israël a toujours bafoué ni de savoir qui est l'agresseur ou l'agressé, compréhension moraliste de l'histoire, mais bien des camps réciproques occupés par les différents belligérants.

Israël, d'une certaine façon comme l'Ukraine de Zelensky, livre bataille au nom et pour le compte des vieilles puissances impérialistes qui imposent leur domination au monde depuis des siècles et veulent la perpétuer sous la férule de la première puissance mondiale.

Il est tout à fait hypocrite de laisser croire que l'intervention israélienne libérera les Iraniennes et la population d'un régime honni. Elle le fera comme le firent la guerre et l'invasion de l'Irak en 2003 par les USA, c'est à dire en semant le chaos du moins si jamais elle arrivait à renverser le régime ou à aller jusqu'au bout de sa guerre par assassinat en éliminant Khamenei.

Et c'est bien l'échec d'Israël, des USA et de leurs alliés, que nous souhaitons, qui serait un encouragement au soulèvement des peuples contre les tyrans qui se jouent de leur vie, en premier lieu les intégristes religieux d'Iran et d'Israël.

Cette nouvelle escalade militariste constitue un nouvel avertissement pour les peuples du Moyen-Orient et du monde, pour l'humanité, sur l'avenir que les rivalités entre nations et groupes capitalistes leur préparent.

Pour la paix, mettre les tyrans hors d'état de nuire par l'union des travailleurs et des peuples

Le déclin des USA est inéluctable et les tentatives de Trump de l'enrayer l'accélèrent et accélèrent les transformations du capitalisme mondialisé qui débouchent sur

l'impérieuse nécessité du socialisme, du communisme. Leur prétention à faire « *la paix par la force* » est une cynique imposture qui exprime leur folle prétention à soumettre le monde pour répondre à l'avidité morbide du capital américain.

Aucune grande puissance n'est en mesure de prendre la place des USA pour tenter d'imposer au monde un super-impérialisme capable de réguler le capitalisme mondial qui ne connaît d'autre mode de régulation que les crises et le rapport de force. Un affrontement entre grandes puissances ne saurait se limiter à un affrontement USA-Chine contrairement à ce que met en scène la propagande occidentale et si un tel affrontement militaire pour le leadership mondial avait lieu, rien ne peut être écarté, cela signifierait la guerre nucléaire, la mise en danger de l'existence même de l'humanité.

Le plus probable est que la concurrence mondialisée exacerbée, combinée à la mondialisation de la guerre à travers des conflits locaux débouche sur une récession économique, un effondrement du capitalisme qui ouvrira la porte à la réorganisation de la production et des échanges par le prolétariat mondial, l'organisation d'un nouvel ordre social.

Israël est emporté dans cette politique du chaos, aveugle, absurde et folle, arrogante et méprisante des intérêts des peuples y compris et, en fait, en premier lieu des populations d'Israël enfermées dans le piège de la guerre sans fin du sionisme.

Les alliés au Moyen-Orient des États-Unis - notamment l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis - ont tous condamné l'agression israélienne, la Turquie d'Erdogan aussi. Non par souci des Iranien-nes ou du peuple palestinien mais parce qu'ils savent que la guerre ne pourra en rester là, qu'ils sont eux-mêmes menacés d'être emportés dans cette folie sanglante.

Et en cela, au-delà de notre solidarité avec les populations victimes des ambitions des différentes bourgeoisies et des pouvoirs militaro-religieux qui les servent, la guerre contre l'Iran est aussi une guerre contre nous. Aucune région du monde ne pourra rester à l'écart de la folie qui gagne les classes dirigeantes confrontées à leur échec, à celui de leur système même.

Il est vain et illusoire de revendiquer des Etats qu'ils désarment, autant demander à un criminel de se désarmer lui-même ! La révolte qui se répand au sein de la jeunesse et du monde du travail se heurte aux limites du pacifisme au moment où le capitalisme menace d'enflammer la planète.

La paix, le désarmement ne pourront résulter que de l'intervention directe et révolutionnaire des peuples et des travailleur-es.

La planète a connu en 2024 le nombre de conflits armés le plus élevé depuis 1946, détrônant 2023 qui était déjà une année record, selon une étude norvégienne publiée mercredi dernier. L'an dernier, 61 conflits ont été enregistrés dans le monde, répartis entre 36 pays - certains étant

déchirés par plusieurs conflits simultanément -, montre le rapport réalisé par l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo (Prio).

Le rapport parle de « *changement structurel* », ce changement structurel est une des caractéristiques de la période que nous vivons de crise du capitalisme financiarisé mondialisé.

Il ne sera possible d'enrayer la logique guerrière en route que par une lutte résolue et indépendante des travailleurs et des peuples pour mettre fin à l'enfer que connaissent les Gazaouis et le Moyen-Orient depuis bientôt dix-neuf mois. Cela signifie arracher le pouvoir d'entre les mains des forces réactionnaires qui dominent la région, le combat initié par les Printemps arabes.

Ce combat se mène aussi ici, en dénonçant les responsabilités de l'État français ainsi que l'abjecte propagande dont nous abreuvons les médias soumis au capital. Les dénoncer en traçant une perspective révolutionnaire ancrée dans l'histoire et les luttes de classes réelles qui secouent la planète. Les dirigeants politiques criminels des grandes puissances conduisent le monde à la catastrophe. Il n'y a pas d'avenir pour un système qui, de ses propres aveux, ne voit pas d'autre moyen de régir les rapports entre nations que la guerre, le sacrifice de millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

Ce système est à lui seul un crime contre l'humanité et il va vers sa fin.

Yvan Lemaitre

La lutte des Kanak pour le droit à l'autodétermination contre la domination coloniale de la France, vers l'émancipation des peuples de Polynésie et d'Océanie

La cour d'appel de Paris a confirmé le 12 juin la libération des cinq responsables de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), organe opérationnel du parti Union calédonienne (UC) à la tête des révoltes de mai 2024 sur l'île, en détention provisoire en France un an après y avoir été déportés.

Christian Tein, le principal dirigeant, reste mis en examen, et ils ne peuvent entrer en contact entre eux ni se rendre en Nouvelle-Calédonie. Deux autres militantes avaient été libérées plus tôt et autorisées à rentrer.

Il était accusé de « *complicité de tentative de meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique* » jusqu'à « *vol en bande organisée avec arme* », « *destruction en bande organisée du bien d'autrui* » en passant par « *participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation de plusieurs crimes et délits* » : des accusations marquées par le racisme, les peurs fantasmées de colons français et de leurs soutiens.

Car la violence est du côté des dirigeant-es loyalistes anti-indépendantistes appelant à « *mettre le bordel* » selon l'expression de la Présidente macroniste de la région Sud, Sonia Backès, soutiens ouverts de milices blanches armées. Elle est du côté de la politique coloniale : les inégalités sociales et raciales, la subordination à une Métropole qui décide depuis trois siècles du sort des Kanak à 17 000 kilomètres de là.

Les discussions prétendant trouver une issue politique à l'impasse de cette situation coloniale devraient reprendre à l'Élysée avec Macron début juillet, après que son émissaire Valls soit revenu bredouille de trois séjours sur l'île. Le nouveau ministre des Outre-mer soutenu par un Bayrou en perdition, a été lâché par Macron qui a préféré suivre les loyalistes refusant tout accord avec les indépendantistes qualifiés de « *terroristes* », les plus acharné-es comme Sonia Backès étant partisan-es de la partition de

l'île entre une zone « blanche » au Sud et le reste du Nord, de l'Ouest et des îles.

Le gouvernement voudrait trouver une issue favorable à la vieille puissance française à une crise qu'il a lui-même alimentée.

Macron a d'abord provoqué les Kanak en 2021, en refusant un report du référendum décisif pour l'indépendance, revendiqué par les indépendantistes, en l'organisant en plein deuil coutumier suite aux nombreux décès du Covid.

Ensuite, en mai 2024, pour empêcher les indépendantistes représentant les Kanak, minoritaires par la politique de peuplement pratiquée depuis toujours par la France, mais en progrès, de gagner le dernier référendum, Macron a décrété le dégel du corps électoral.

Cela signifiait élargir à toutes les habitant-es de l'archipel depuis 10 ans le corps électoral restreint pour les élections et référendums locaux aux Mélanésien·es de souche appelés Kanak, aux colons historiques appelés Caldoches, aux Polynésien·es immigré·es de longue date principalement venu·es de Wallis et Futuna, une autre colonie française, et aux immigré·es de France surnommé·es « *métros* » installé·es dans l'archipel depuis 20 ans en 1994 : une nouvelle victoire assurée pour les loyalistes.

De la révolte kanak à l'impasse sociale et politique

C'est l'étincelle qui a enflammé l'archipel. Les jeunes kanak exploité·es, discriminé·es à l'embauche au profit des Caldoches et des metros, toujours victimes du racisme des Blancs, se faisaient maintenant voler la possibilité de gagner l'indépendance par les urnes.

Pour faire pression sur l'État français, l'UC-FNLKS avait créé une « *Cellule de coordination des actions de terrain* » (CCAT) qui a rapidement été débordée. Ses barrages sur

des ronds-points, surtout dans les quartiers populaires les plus peuplés et parmi les plus pauvres autour de Nouméa, sont devenus des barricades contre les forces de l'ordre envoyées en nombre et aidées par des milices blanches racistes. En France, il n'était question que « *d'émeutes* », de « *pillards* », de « *jeunes ivres* »...

Ces révoltes étaient une réponse au fait que le processus de décolonisation à coups de référendums reportés ou truqués, sur la base d'accords avec l'Etat français, était un leurre.

Le gouvernement a violemment réprimé : 13 Kanak tués, 13 militant-es mis en accusation dont 7 prisonniers politiques déporté-es en France, dans le silence de la gauche institutionnelle. Sans compter des dizaines de prisonniers dits « de droit commun », souvent des jeunes arrêtés sur les barrages.

Après les révoltes, cela a été une discrimination et une répression accrues : dans les quartiers populaires de Nouméa, Backès a réduit les aides sociales, des transports en commun ont été supprimés et les tickets fixés hors de prix, il y a eu des licenciements massifs dont beaucoup d'« *émeutiers* »...

L'économie s'est effondrée après la chute du cours du nickel depuis une dizaine d'années, qui représentait plus de 90 % des exportations du territoire.

Aujourd'hui, un Kanak sur deux est sans emploi avec un taux encore plus élevé chez les jeunes. 70 % des personnes sous le seuil de pauvreté sont Kanak.

Le prêt de l'Etat pour la reconstruction (1,5 milliard d'€) devra être remboursé par des collectivités locales souvent aux abois. Et pour le versement de la deuxième partie du prêt en juillet, le gouvernement exige une réforme de la protection sociale, une réforme fiscale et une baisse des dépenses publiques du territoire.

Plus de 2 000 gendarmes l'occupent maintenant avec 500 agents de la police nationale, 23 véhicules blindés et 10 membres du RAID, ce qui est énorme par rapport au nombre d'habitants.

L'éveil de la révolte contre la colonie de peuplement

Cette situation vient de loin. La Nouvelle-Calédonie est le nom de la Kanaky depuis sa conquête par Napoléon III en 1853. Ses habitant-es originel-les ont été quasiment exterminé-es par les maladies ou l'alcool dès l'arrivée du navigateur Cook en 1774 ; en 1921, plus de 80 % de cette population avait disparu.

La France les spolia de leurs terres en particulier des plus fertiles, les parqua dans des réserves, les seules de l'Empire, et y construisit un bagne où elle enferma 30 000 forçats dont des insurgés de la Commune et des colonies françaises d'Afrique du Nord de 1864 à 1897. Certains se sont vus attribuer un lopin pour devenir colons.

L'oppression et le racisme ont dominé la vie régie par un Code de l'indigénat.

Avec l'industrie s'est développée l'extraction du nickel pour lequel on fit venir des travailleurs des alentours en développant une colonie de peuplement commencée dès la conquête.

Un mouvement indépendantiste est né après la Seconde guerre mondiale au contact de soldats américains ou japonais puis surtout avec les révoltes anticoloniales, la lutte pour les droits civiques, d'abord au sein du Parti communiste. Le soulèvement des peuples coloniaux a contraint la France à abolir le Code de l'indigénat en 1946 et à accorder un droit de vote aux Kanak, bien peu respecté cependant.

Le premier parti indépendantiste, l'UC, fut créé en 1953 par Maurice Lenormand, un intellectuel cherchant à regrouper les Calédoniens contre la Métropole avec le soutien de missionnaires très influents dans la population kanak. C'est toujours le parti de Christian Tein, membre d'une coalition de partis indépendantistes fondée en 1984, le FLNKS.

L'espoir trahi du gouvernement de gauche

Après l'arrivée en 1981 de la gauche au pouvoir qui suscite espoirs puis désillusions, la population kanak se révolte et s'insurge à partir du boycott des élections territoriales de 1984 jusqu'à la prise d'otages de la grotte d'Ouvéa et le massacre de 19 militants indépendantistes en mai 1988, sous la cohabitation Mitterrand-Chirac.

Pour éviter que l'île ne s'embrase encore plus, loyalistes et indépendantistes ont signé les Accords de Matignon-Oudinot en 1988 puis de Nouméa en 1998 instaurant un « rééquilibrage », des transferts de compétences aux élites locales, la création de trois provinces avec leur administration et leurs postes ainsi qu'un Congrès élu par des élections provinciales et au moins trois référendums pour obtenir l'indépendance, ce que la France a appelé le processus de décolonisation.

L'impasse du nationalisme

Les pouvoirs régaliens (police, armée, justice, monnaie) sont restés entre les mains de la Métropole. S'en sont suivies une trentaine d'années durant lesquelles les indépendantistes ont tenté de prouver leur capacité à diriger le territoire en étant responsables.

Mais ce fut un échec. Ils ont obtenu en 2014 la gestion d'une usine de nickel flambant neuve en territoire kanak, au Nord, la KNS (Koniambo Nickel SAS) pour moitié propriété du trust minier Suisse Glencore. Mais celui-ci l'a fermée en 2024 en licenciant les 1200 travailleurs et en supprimant des centaines d'autres emplois.

Bien des indépendantistes dont des dirigeants de tous les partis du FLNKS ont été absorbés par la cogestion. Le Président du gouvernement indépendantiste de 2021 à 2024, Louis Mapou, était un « Monsieur Nickel » à la fois Président du conseil de direction de KNS, administrateur d'Eramet (multinationale du nickel) et directeur de Sofinor (société d'investissement et de financement de la province Nord)

Les sécheresses et la pollution des eaux dues à l'extraction et au traitement du nickel sur place revendiqué par les indépendantistes se sont avérées catastrophiques et suscitent une révolte croissante de la jeunesse soucieuse de la planète.

Un caillou stratégiquement important

Avec le capitalisme mondialisé et financiarisé exacerbant la concurrence commerciale et militaire, la France, grande puissance de seconde zone, tient d'autant plus à son caillou dans la région indopacifique devenue un point névralgique à la croisée des chemins entre les USA et la Chine.

Du fait de son propre déclin et de la mondialisation, la France n'a d'autre moyen de maintenir ses privilèges qu'en faisant valoir ses droits désuets de puissance coloniale, politique qui entretient la révolte des Kanak et les frustrations de ses soutiens.

Elle y détient une base de 1450 militaires, le deuxième dispositif militaire dans la région. Elle possède également de vastes zones de pêche, des Zones économiques exclusives (ZEE), jusqu'à 370 kilomètres autour de toutes les côtes dans des océans riches aussi en minerais : fer, zinc, cuivre, manganèse, cobalt, platine et terres rares, en faisant de la France la deuxième puissance pour l'étendue de ses côtes.

Les immenses gisements de nickel, environ 25 % des réserves mondiales, demeurent un atout utile à la fabrication de batteries de voitures électriques, malgré la chute récente des cours.

La solution viendra des peuples, de leur fédération, contre la vieille puissance coloniale dépassée et les multinationales

Aujourd'hui, le gouvernement manœuvre et tente de composer. Il n'est plus question de référendum, des élections provinciales devraient déterminer la composition du prochain Congrès, normalement fin 2025.

Les travailleur-es ici n'ont aucune solidarité à avoir avec leur État. Leur solidarité pleine et entière va aux militant-es Kanak emprisonné-es, aux jeunes réprimé-es et discriminé-es, à leur droit à l'autodétermination jusqu'à la séparation de la vieille puissance coloniale et à l'indépendance s'ils et elles le souhaitent.

Tous les prisonniers doivent revenir en Kanaky-Nouvelle Calédonie libres, les forces de l'ordre et troupes françaises renvoyées.

Dans l'archipel, il existe aujourd'hui un prolétariat jeune, moderne, kanak et métissé de 27 000 ouvrier-es et 33 000 employé-es, un tiers de la population adulte, dont une bonne partie dans le secteur minier. Ce sont elleux qui portent l'avenir d'une émancipation de la domination coloniale, libérée de l'impasse du nationalisme.

Avec les peuples mélanésien, polynésien, micronésien et petits blancs qui enrichissent les mêmes capitalistes en Océanie et dans le Pacifique, qui partagent leur vie voire leur combat, les Kanak décideront en actes comment vivre ensemble, quoi produire et comment à l'échelle de l'archipel et au-delà.

Les petits-enfants et petites filles d'indépendantistes partisan-es de l'idéologie tiers-mondiste des années 70 sont devenu-es les acteurs et actrices des révoltes, sans les illusions de leurs aîné-es dans des partis institutionnels intégrés à la République ni même de Kanaky comme les indépendantistes qui ont dirigé l'archipel entre 1982 et 1984 et entre 2021 et 2024.

Les travailleur-es de France sont leurs allié-es contre l'État et les capitalistes de la vieille puissance coloniale qui s'en prend à elleux et voudrait les diviser avec sa démagogie raciste, en attaquant leurs droits sociaux pour une économie de guerre, contre les peuples.

Le socialisme ne pourra être réalisé sur une île, mais la lutte du peuple kanak pour ses droits participe de ce combat contre le capitalisme qui opprime travailleur-es et peuples. Il peut ouvrir la perspective de leur union avec les peuples de Polynésie et d'Océanie vers une fédération socialiste.

Pour reprendre les mots de Christian Tein après sa libération : « *Et mon petit peuple, il a sa place parmi l'ensemble des peuples, pour offrir aussi ses petites Lumières* »¹, de petites lumières qui peuvent éclairer de nouvelles grandes routes, celles vers l'union internationaliste de peuples pour leur émancipation.

Mónica Casanova

1 <https://www.mediapart.fr/journal/france/180625/nouvelle-caledonie-christian-tein-entend-continuer-porter-le-combat-de-son-peuple>